



La Commune



L'été de proximité de Raffarin

Publié le septembre 2003



Chronique d'une fin de régime

L'été de proximité a été caniculaire. Jean-Pierre Raffarin pensait pouvoir se reposer, débarrassé du problème des retraites grâce à l'aide des dirigeants syndicaux. Patatras, les intermittents se mettent en grève, la Corse dit non au référendum et enfin dans la première quinzaine d'août des milliers de personnes âgées succombent, victimes des "réformes" hospitalières mises en place par tous les gouvernements de gauche comme de droite et, qu'il entend poursuivre. Ces "performances" ont été saluées, comme il se doit, le 23 août, lorsqu'il a déclaré ouverts les championnats du monde d'athlétisme, sous les huées et les sifflets des 35 000 spectateurs présents.

C'est à Marseille, le 12 juin, après un mois de grèves et de manifestations, que les dirigeants syndicaux vont porter le coup décisif qui va permettre de faire passer la "réforme" des retraites. Marc Blondel, qui depuis plus d'un mois s'oppose à la grève générale va la proposer à Bernard Thibault, Gérard Aschieri et Alain Olive qui vont la refuser car "incantatoire", Bernard Thibault va avancer une pétition à laquelle Marc Blondel, Gérard Aschieri et Alain Olive vont se rallier.

Marseille et après

Les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU et de l'UNSA, prennent la parole dans un meeting, le dos au fameux stade vélodrome, face aux dizaines de milliers de manifestants. Bernard Thibault propose la perspective... d'une "grande consultation nationale des salariés, de notre pays, à l'adresse des députés et des sénateurs. Nous avons l'ambition de recueillir, dans les prochains jours, plusieurs millions de soutien à cette démarche. [...] Nous allons exiger de vraies négociations et demander, dans cette attente, aux députés et sénateurs de surseoir au vote à la fin de leurs débats." Il est sifflé par les militants et les salariés qui scandent "grève générale".

Que dit cette pétition lancée par la CGT, FO, la FSU et l'UNSA ? Il s'agit de "négocier une autre réforme" ! Pour "le droit effectif à la retraite à taux plein à 60 ans (taux de remplacement : 75% minimum et pas en dessous de 100 % du SMIC) ; reconnaître le droit au départ anticipé pour les salariés exerçant des travaux pénibles ou ayant connu des carrières longues ; intégrer les périodes d'études, d'apprentissage et de recherche de premier emploi." Rien sur le retour aux 37,5 ans pour tous, rien sur l'abrogation des décrets Balladur de 1993 !

Avec cette pétition, on est revenu, en apparence, à la situation existant début janvier, lorsque CGT, FO, FSU, UNSA avaient, avec la CFDT, pour appeler à manifester le 1^{er} février, signé un texte acceptant le principe d'une réforme des retraites, et implicitement, l'allongement de la durée de cotisation à 40 annuités. En apparence seulement, car rien n'est plus pareil dans la tête de millions de travailleurs.

Jeudi 12 juin, quelques heures seulement après, le ministre François Fillon déclare à l'Assemblée nationale : "Comment la CGT pourrait-elle, avec l'histoire et la culture qui sont les siennes, soutenir une réforme des retraites ? Néanmoins, elle a participé à l'intégralité de la négociation et à la rédaction des principes généraux de la réforme, qui font l'objet des articles premier, 2 et 3. Elle a adopté tout au long du conflit une attitude responsable, qui montre qu'il y a eu un vrai dialogue social, insuffisant peut-être, mais bien plus fructueux que ceux des dernières années." Ce que Le Monde (17 juin) commente ainsi : "En soulignant ainsi l'opposition raisonnable de la CGT "même dans les moments de tension", le ministre du Travail sait gré à la centrale de Montreuil de s'être évertuée à empêcher la généralisation d'un mouvement qui risquait d'échapper à son contrôle."

Dans une interview au journal Le Monde, le 20 juin, Raffarin, déclare à propos de la CGT, "c'est un syndicat important, nous pensions qu'elle pouvait adhérer au moins partiellement à la réforme. Sans doute, son analyse de la mobilisation du 13 mai, l'a-t-elle conduite à des positions plus tranchées." Nous avons besoin, plus que jamais, d'organisations syndicales fortes et responsables." Le gouvernement a d'autres contre réformes à faire passer, celle du statut d'EDF, de la Sécurité sociale, et il a besoin des directions syndicales pour y arriver. Ainsi concernant la "réforme" d'EDF, après avoir dit, le 24 juillet, qu'il entendait maintenir son cap, le Premier ministre soulignant "le rôle important de la CGT" a expliqué que son calendrier tenait compte "d'un congrès syndical important en octobre - celui de la fédération CGT mines-énergies - et des élections - professionnelles - en novembre".

La pétition, apportée au gouvernement début juillet, a recueilli 350 000 signatures de "soutien", les salariés n'ont pas été dupes. La loi Fillon est votée le 3 juillet.

Les travailleurs du spectacle rentrent en scène

Entre temps, le vendredi 27 juin, le patronat (le Medef) et les syndicats CFDT, CFTC, CGC, à l'exception de la CGT et de FO, ont signé un accord modifiant l'assurance chômage des travailleurs du spectacle - Ils sont 135 000 salariés intermittents (artistes et techniciens du spectacle vivant, de l'audiovisuel et du cinéma). Depuis cette date, un mouvement de grève se développe, des festivals sont suspendus. Le patron du Medef, Ernest-Antoine Seillière, dénonce sur Radio Classique *"les gens qui vivent de l'assurance chômage au lieu de vivre de leur travail"*.

Devant l'ampleur du mouvement, le ministre de la culture, Jean-Jacques Aillagon essaie de calmer le jeu en demandant *"le maintien du système actuel jusqu'à la fin 2003"*, sans succès, la CGT du spectacle, maintient son mot d'ordre de grève nationale pour mardi 8 juillet. De nombreux festivals sont annulés, le plus célèbre est le festival de théâtre d'Avignon qui depuis 1947, date de sa création, n'avait connu qu'une annulation en 1968 pour cause de grève générale.

La situation est telle que le président (UMP) de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, affirme que le Medef n'a *"pas fait preuve d'une capacité remarquable de dialogue social (...) qui bien souvent est prompt à nous décerner des bons ou des mauvais points, devrait commencer par regarder s'il était opportun ou non à la veille des festivals d'entrer dans un conflit social et d'avoir cette position très dure"*. Tandis que Le Monde en appelle à l'esprit de responsabilité de la CGT : *"la tournure que prend le conflit des intermittents brouille son image de syndicat responsable qu'elle avait su gagner dans le conflit des retraites. (...) Se défendant pour sa part d'être jusqu'au-boutiste, le secrétaire général de la fédération spectacle, Jean Voirin, n'en continue pas moins à exhorter ses troupes à amplifier le mouvement et à généraliser la grève."*

D'Avignon à Aurillac, la mobilisation des intermittents n'a pas cessé durant tout l'été.

Le référendum en Corse

Le 6 juillet, les électeurs corses ont voté à 51% "non" au référendum organisé par le gouvernement. Le "oui" avait obtenu le soutien non seulement du ministre de l'intérieur, du Premier ministre, du Président de la République, mais aussi du Parti Socialiste.

"Non, c'est non, un point" c'est tout. (...) la réponse donnée hier par les Corses est un grave désaveu pour Sarkozy, qui essuie là son premier revers depuis son arrivée au ministère de l'intérieur, mais aussi pour Raffarin (...). Historiquement, c'est le deuxième référendum perdu par ses promoteurs. La première fois, en 1969, c'était déjà à propos de la régionalisation. (...) Le non des Corses confirme la crise de confiance, dont presque chaque scrutin apporte de nouveaux exemples, entre les citoyens et leurs représentants. En l'occurrence, le parti presque unique de la droite avait le soutien du PS (après tout, Jospin est le père putatif du référendum). Donc, les forces groupées des deux principaux partis français pèsent si peu qu'elles n'ont pas pu faire pencher la balance selon leurs souhaits. Et cela, qui plus est, avec le soutien, maugréant mais réel, des nationalistes !" (Libération). A côté des partis politiques partisans du "oui" se retrouvaient deux organisations syndicales : le Syndicat des travailleurs corses (STC) - la centrale nationaliste - et la CFDT. En Corse, les grèves et manifestations contre la "réforme" des retraites ont été particulièrement suivies. Certaines manifestations ont rassemblé jusqu'à 15000 voire 20000 personnes, soit entre 5 et 10 % de la population. En mai, le nombre de journées chômées par les fonctionnaires d'Etat a atteint le chiffre de 11 500. Une semaine avant le référendum, la direction de la Poste de Haute-Corse recensait plus d'une centaine de postiers en grève. Il est clair que la victoire du "non" est une victoire des salariés, un prolongement sur le terrain électoral de la bataille engagée en mai-juin, une bataille qui de toute évidence n'est pas terminée, loin s'en faut. C'est une défaite pour le gouvernement Chirac-Raffarin, pour le Parti Socialiste, pour tous les partisans de la décentralisation et de la casse des acquis ouvriers.

Sur le Larzac

Les 8 et 9 août entre 200 000 à 300 000 personnes ont participé au rassemblement "altermondialiste" organisé à l'appel de la Confédération paysanne et de son célèbre porte-parole José Bové tout juste sorti de prison. Cet événement politique, en plein milieu de l'été, a suscité de nombreuses déclarations de tous ceux qui dans les gouvernements qui se sont succédé depuis des années ont appliqué la politique de l'OMC. Parlant du PS, du PCF et des Verts, le journal Les Echos rappelle que *"réunis au sein du gouvernement Jospin, tous trois avaient cautionné la définition des thèmes de la négociation actuellement en cours à l'OMC."* Cela n'a pas empêché Jean-Luc Mélenchon, sénateur du PS, ex-ministre, d'affirmer dans Le Parisien : *"Il faut rendre grâce à José Bové de ce qu'il fait pour notre pays et pour la gauche (...) C'est un véritable cadeau du bon Dieu pour nous qu'il existe actuellement un mouvement de contestation aussi puissant"*. Dans le même quotidien, Philippe Douste-Blazy, secrétaire général de l'UMP, considère que *"la recherche d'un monde plus juste ne peut-être le monopole de l'extrême-gauche, qui vit dans la nostalgie et l'utopie (...)"* Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin ne l'ont pas attendu pour faire avancer l'idée d'une plus grande justice dans le monde". Quant à François Bayrou, il se *"sent en phase avec des exigences qui s'expriment parfois dans le désordre"*.

De fait des dizaines de milliers de jeunes, de salariés se sont rassemblés ces jours là pour dire leur refus de la politique de l'Organisation Mondiale du Commerce, du FMI, de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne. Les partis institutionnels quant à eux, tous marqués par le rejet exprimé dans le résultat du premier tour des élections présidentielles d'avril 2002, se retrouvent tous pour dire haro à l'extrême gauche et s'inquiètent de ce que se constitue un débouché politique à ce mouvement.